

TÉLÉCOMS

Limogeage surprise du président de l'ARPT

Le président de l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications (ARPT), M'hammed Toufik Bessaï, a été limogé hier. Mohamed Ahmed Nacer, professeur d'informatique à l'Université des sciences et technologies Houari Boumediène (USTHB) de Bab Ezzouar et membre du Conseil de l'ARPT, est désormais le nouveau président de cette autorité.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Le communiqué de presse annonçant l'installation du nouveau président du Conseil de l'ARPT Mohamed Ahmed Nacer a précisé que le président partant (M'hammed Toufik Bessaï, Ndlr), avait exprimé le souhait de rejoindre à nouveau le monde universitaire afin de se consacrer à l'enseignement du droit de régulation après la longue expérience acquise sur le terrain.

Mais le contexte marqué par l'organisation d'une session extraordinaire du bac à cause de la fraude entachant l'examen cette

année et la tentative du gouvernement de verrouiller l'accès aux réseaux sociaux, suggère une piste d'explication.

En effet, le passage de M'hammed Toufik Bessaï à la tête d'ARPT n'a pas fait de vagues. Le désormais ancien président de l'ARPT a été inaudible.

La ministre du secteur Imane-Houda Feraoun a complètement effacé cette autorité autonome. Il n'y a que sa voix qui porte sur les grands dossiers impliquant le régulateur comme l'internet mobile ou la certification électronique. On ne connaît aucune position ou



M'hammed Toufik Bessaï.

déclaration publique de Bessaï qui aurait gêné le gouvernement et à comparer avec la tonitrueante Zohra Derdouri, il a été plutôt transparent.

Or, la fuite des mesures prises pour encadrer le déroulement de la session extraordinaire du bac discutées dans une réunion tenue au siège de l'ARPT suite à la fuite

des sujets de l'examen donnant lieu à une fraude massive qui a été amplifiée par les réseaux sociaux touchant le maximum de candidats, ont mis le gouvernement dans l'embarras. Ni la ministre de l'Education nationale ni la ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication n'avaient assumé publiquement ce verrouillage.

Le gouvernement qui s'est rendu compte dès le premier jour du bac que son dispositif verrouillant l'accès aux réseaux sociaux était impossible à mettre en place, a fait machine arrière après des perturbations d'internet qui ont duré moins de 24 heures. Et la ministre Feraoun s'était vu obligée de justifier, dans un entretien accordé à l'agence officielle APS, les restrictions de connexion imposées à tous les Algériens pendant la première journée du bac.

L. H.

PERTURBATIONS DU RÉSEAU INTERNET LORS DU BAC-BIS

Les explications de Houda Feraoun

La ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication justifie les perturbations enregistrées depuis la veille du baccalauréat sur le réseau internet, touchant principalement les réseaux sociaux, par le souci de «protéger nos candidats au baccalauréat contre les tentatives de déstabilisation via de faux sujets et des rumeurs malveillantes».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Une procédure opérée «en relation avec l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications ainsi que l'ensemble des opérateurs de télécommunications, à la restriction de l'accès aux principaux réseaux sociaux pendant des horaires limités liés à ces examens», a-t-elle expliqué, hier, dans un entretien à l'APS. Ce qui a permis, se réjouit Imane Houda Feraoun, «l'empêchement de tentatives criminelles qui visaient à mettre en péril le devenir des milliers de candidats au baccalauréat».

Et de reconnaître le courroux des Algériens du fait des désagréments causés par ces perturbations, considérant que «le devenir de nos enfants et concitoyens candidats au bac nous oblige à faire le sacrifice et à céder un peu de notre bien-être personnel pour contribuer au bon devenir de toute la société».

Pour Feraoun, «les Algériens connus pour leur sens de la citoyenneté et de la responsabilité, qui se révoltent contre la fraude, qui souhaitent voir nos enfants à l'abri de toute surenchère, qui militent pour l'égalité des chances entre candidats, sont satisfaits de ces mesures et acceptent dans la bonne humeur d'être privés quelques heures du loisir de surfer sur Facebook ou autre».

La ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication réplique également à certains experts pour qui l'Algérie a marqué une première du genre en bloquant les réseaux sociaux. «L'Algérie ne fait pas exception, car il y a eu des restric-

tions de certains réseaux sociaux dans d'autres pays pour diverses raisons y compris celles liées au baccalauréat», dit-elle, précisant que les réseaux sociaux «ne sont qu'une partie de ce qu'on appelle les applications OTT (Over The Top), des applications qui utilisent les réseaux déployés par les opérateurs de télécommunications, à des fins commerciales et sans contrepartie pour ceux-là, aboutissant à la saturation de la bande

passante en plus de la concurrence sur le segment de la voie pour les propriétaires mêmes des réseaux».

Feraoun promet, par ailleurs, de «punir sévèrement les usagers des VPN car dépassant, selon elle, le stade de simples fraudeurs ordinaires, expliquant que le blocage de ces VPN qui sont des réseaux virtuels privés, donc cryptés, se fait moyennant le filtrage de tout le trafic crypté, et nuirait donc sérieusement aux échanges internet non incriminés, notamment les courriers électroniques».

D'où, ajoute-t-elle, la décision de «surseoir à ce mode de blocage». La ministre exprime, à ce sujet, son regret que «des médias incitent les jeunes à en faire



Imane Houda Feraoun.

usage», précisant que «l'usage de proxy pour contourner le blocage est hautement préjudiciable à l'in-

tégrité des données personnelles stockées sur leurs ordinateurs ou smartphones».

M. K.

FIN DEPUIS HIER DES ÉPREUVES PARTIELLES POUR TROIS FILIÈRES

Le bac continue pour les scientifiques

Dernier jour, hier, des épreuves du bac pour les candidats des filières mathématiques, gestion et économie et techniques-mathématiques. Les candidats de la filière sciences expérimentales vont poursuivre les épreuves jusqu'à jeudi.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - L'épreuve de philo sur laquelle ont recomposé les candidats des quatre filières a été jugée facile. Le sujet d'examen était même plus abordable que celui de la précédente session, selon les témoignages des candidats. Les candidats des filières mathématiques, gestion et économie et techniques mathématiques ont bouclé, hier la série des épreuves qu'ils devaient repasser dans cette deuxième session. Les scientifiques, eux, doivent encore recomposer aujourd'hui avec l'épreuve des sciences de la vie et demain, dernier jour, avec la physique. Cette filière était la plus

touchée par la fuite des sujets avec sept matières. Seules les filières de l'arabe et des sciences islamiques n'ont pas fait l'objet de fuites. Les sujets des épreuves ont commencé à être postés sur les réseaux sociaux le troisième jour des examens, soit mardi soir. Depuis, les sujets avec leurs corrections, étaient postés un par un. Jusque-à, seul l'Office national des examens et concours (Onec) est accusé d'être derrière cette fuite. Quatre de ses cadres dont son directeur général sont sous mandat de dépôt. Ils seront poursuivis pour abus de fonction et violation de secret, a déjà déclaré le procureur de la République

près le tribunal de Sidi-M'hamed. Selon ses déclarations, les investigations qui ont eu lieu au centre d'impression de l'Onec situé à Kouba ont montré que certains membres de la commission de lecture et de correction ont commis des infractions par rapport aux dispositions prévues pour sécuriser les sujets, dont l'interdiction d'avoir un appareil électronique durant leur présence dans le centre. L'enquête a été confiée à la section de recherches de la Gendarmerie nationale d'Alger en coordination avec le Centre de prévention et de lutte contre la criminalité informatique et la cybercriminalité les spécialistes en cybercriminalité de la Gendarmerie nationale de Bir-Mourad-Raïs et les experts de l'Institut national de criminalistique et de criminologie de Bouchaoui et de l'Organe national

de prévention et de lutte contre les infractions liées aux TIC.

Les syndicats autonomes et les associations de parents d'élèves appellent à rendre publics les résultats de l'enquête sur les commanditaires de la fuite des sujets de la première session et, surtout, l'objectif recherché.

Pour la ministre de l'Education nationale, ceux qui sont derrière cette opération «criminelle ont voulu porter atteinte au pays». Cependant, cette énième attaque à l'encontre de la ministre de l'Education nationale n'a rien atteint de sa détermination. Sa seule mission et préoccupation, répétait-elle, sans cesse, c'est l'avenir de l'école algérienne et son développement.

Les rumeurs qui circulent, disait-elle, dans le but de la perturber, ne l'atteignent pas.

S. A.